TOUT METTRE EN COMMUN

NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ

Nous méritons mieux que ce monde capitaliste et ces dominations.

TEXTE ADOPTÉ PAR L'AG D'AC ET DE L'APPEL C27

Assemblée du 20 novembre 2026,
version du 25 novembre.

Le projet de société qu'Alternative Communiste propose de travailler avec vous, avec le mouvement social.
Texte commun de Communistes 2027, adopté par l'assemblée générale du vendredi 20 novembre.

Cette version intègre les amendements : 107 reçus avant l'assemblée, dont 98 repris en tout ou en partie, puis les demandes de l'assemblée.

Communistes 2027

ALTERNATIVE COMMUNISTE

UNE JOURNÉE HORS DU CAPITALISME

Imaginons une journée, quand nos conquêtes auront libéré nos vies de la logique du profit. Cette journée, nous pourrions toutes et tous la vivre : à vingt ans comme à quatre-vingts, au travail, en formation ou à la retraite, seul·e ou en famille, avec ou sans handicap. Voici la vôtre.

Ce matin, vous vous réveillez sans vous demander comment vous allez finir le mois.

Vous habitez un logement confortable, bien isolé, adapté à vos besoins. Vous ne consacrez plus une part démesurée de votre salaire à payer un loyer ou à rembourser un emprunt. L'eau, l'électricité, le chauffage sont accessibles à toutes et à tous. Ils sont gérés comme des biens communs, et non comme des occasions de réaliser des profits.

Dehors, il fait plus frais qu'avant. Votre quartier, comme tous les autres, a gagné de grands espaces de végétation : les arbres et les jardins ont fait baisser de plusieurs degrés la température en ville, et les oiseaux et les insectes y sont revenus.

Vous avez du temps.

Du temps pour accompagner vos enfants à l'école, pour prendre un café, pour lire le journal, pour ne rien faire. Vous n'avez pas à courir d'une obligation à l'autre. La réduction du temps de travail a permis de partager les richesses produites, mais aussi de libérer une part considérable de nos existences.

Vous passez aussi moins de temps dans les transports pour aller travailler. L'organisation du travail, du logement et des transports a été repensée pour réduire les déplacements contraints.

Vous aimez votre travail. Vous y êtes utile, vous vous sentez appartenir à un collectif, vous y apprenez des choses, vous y exercez votre intelligence et votre créativité. Mais surtout, vous n'êtes plus dépossédé·e de ce que vous faites. Ce temps que l'on passe à travailler cesse d'être stérilisé par les logiques d'exploitation et de domination que dicte la recherche aveugle du profit. Il est mis au service de grands projets collectifs dont on est fier et dont on débat démocratiquement. On peut enfin consacrer ses efforts à déployer les infrastructures matérielles dont la vie en société a tant besoin (rail, électricité, logement, accès au numérique), à bâtir un nouvel âge des services publics, à repousser les frontières de l'aventure humaine, que ce soit dans les domaines de l'espace, de la création artistique, de l'énergie ou du numérique, dans le respect des humains comme de l'ensemble du vivant.

Le capitalisme promet l'initiative à tout le monde et la réserve à quelques-uns. Nous voulons qu'elle s'épanouisse partout, dans les projets décidés ensemble comme dans ce que chaque personne apporte de singulier.

Avec vos collègues, vous décidez de l'organisation du travail, des investissements et de ce qui mérite d'être produit. Les machines et les technologies ne servent plus à intensifier votre exploitation, mais à réduire les tâches pénibles et à améliorer la vie collective.

Votre salaire ne dépend plus de la seule volonté d'un employeur. C'est un droit politique de toute personne majeure qui vit dans le pays, attaché à vous comme le grade d'une fonctionnaire la suit d'un poste à l'autre. Le droit au salaire et à la qualification vous accompagne tout au long de votre

vie, depuis votre formation initiale jusqu'à votre retraite, en passant par vos changements d'activité et vos engagements.

Les écarts de salaire et de retraite entre les femmes et les hommes ont enfin disparu. Chacune dispose de son salaire et peut quitter un foyer quand il le faut, sans craindre la précarité. Chez vous aussi, les choses ont changé : les tâches domestiques et le soin des enfants et des proches, ce travail longtemps invisible, sont partagés à parts égales entre les adultes du foyer.

Vous avez besoin de consulter un médecin ? Vous prenez rendez-vous dans un centre de santé public. Personne ne vous demande de choisir entre vous soigner et payer vos courses. La Sécurité sociale garantit effectivement l'accès aux soins.

À midi, vous mangez avec des collègues, des ami·es ou vos enfants. Une alimentation saine et de qualité est accessible à toutes et tous, grâce à la Sécurité sociale de l'alimentation. Les agriculteur·rices sont, comme tou·tes les citoyen·nes, titulaires du salaire, ce qui les libère des aléas de la récolte et de sa vente marchande. La production alimentaire respecte les sols, les animaux et les écosystèmes.

L'après-midi, vous avez envie d'aller à la bibliothèque, de pratiquer un sport, de suivre une formation ou de participer à un atelier artistique.

Vous pouvez le faire.

La culture, les connaissances, les loisirs et l'éducation ne sont plus réservés à celles et ceux qui en ont les moyens. Ils font partie de la vie ordinaire. Vous pouvez reprendre des études à 40 ans, apprendre un instrument à 60 ans, découvrir une discipline ou changer de métier sans risquer de tout perdre.

Dans votre quartier, les habitant·es ont décidé ensemble de transformer un ancien espace commercial en maison commune, un terrain vague en jardin partagé. Dans la maison commune, on trouve une bibliothèque, des ateliers, une cuisine collective, des espaces de réunion, des associations et des services publics.

Ce soir, une assemblée se tient pour discuter de l'avenir du quartier.

Vous pouvez y participer, comme vous pouvez participer aux décisions concernant votre entreprise, votre commune ou les grandes orientations économiques du pays. La démocratie ne se résume plus à glisser un bulletin dans une urne tous les cinq ans.

Participer n'est plus réservé à celles et ceux qui ont quelqu'un pour garder leurs enfants : chaque réunion prévoit leur accueil.

Vous rentrez chez vous.

Vous avez passé une journée ordinaire. Vous avez travaillé, aimé, discuté, appris, créé, découvert les œuvres d'un·e artiste, participé à la vie collective ou simplement pris du repos.

Et pourtant, quelque chose d'essentiel a changé.

Vous avez exercé votre liberté dans un travail décidé collectivement. Vous n'avez pas passé votre journée à vous inquiéter de ce que vous pourriez perdre. Vous n'avez pas eu à justifier votre droit, ni celui de votre famille et de vos enfants, à vivre dignement. Vous n'avez pas été contraint·e de sacrifier votre santé, votre famille ou votre avenir aux exigences de rentabilité.

Vous êtes libre parce que les autres le sont aussi.

Vous vous engagez dans la vie collective à l'échelle qui vous convient. Vous êtes de votre ville ou de votre village comme vous êtes du monde : tout cela vous regarde, et vous le savez.

Ces transformations ne relèvent pas d'un rêve abstrait.

Nous en connaissons déjà des fragments : la Sécurité sociale, les services publics, les coopératives, les associations, les conquêtes du mouvement ouvrier, les solidarités populaires.

Ils sont imparfaits, contestés, parfois démantelés. Mais ils démontrent que nous pouvons organiser la vie autrement.

Ce que des générations ont commencé à inventer et construire, nous pouvons le prolonger, l'étendre et le transformer.

C'est ce mouvement que nous appelons communisme.

II NOTRE PERSPECTIVE

LE CAPITALISME NOUS MÈNE DANS L'IMPASSE

Nous vivons dans une société capable de produire des richesses considérables, de soigner des maladies autrefois incurables, de partager instantanément des connaissances et de réduire massivement la pénibilité du travail.

Pourtant, des millions de personnes peinent à se loger, à se nourrir, à se soigner ou à vivre dignement de leur travail, et vivent au quotidien discriminations, racisme et violence de classe.

Les richesses augmentent, mais leur concentration aussi. Les progrès techniques promettent de nous libérer du travail pénible, mais servent trop souvent à intensifier les cadences, supprimer des emplois ou surveiller les salarié·es.

La catastrophe écologique progresse, et elle a des responsables : les multinationales continuent d'organiser la surexploitation des ressources naturelles.

Ce n'est pas une fatalité. C'est le résultat d'un système économique fondé sur la propriété privée des principaux moyens de production, l'accumulation du capital, l'accélération sans fin de la production de biens de consommation superflus, voire inutiles, et la recherche permanente du profit.

NOUS VOULONS CHANGER LES RÈGLES DU JEU

Il ne suffit pas de mieux répartir les richesses si une minorité conserve le pouvoir de décider de ce qui est produit, de la manière dont nous travaillons et de l'utilisation de nos ressources.

Nous voulons aller plus loin.

Nous voulons que les travailleur·ses, les citoyen·nes et les usager·ères puissent décider ensemble de ce qui concerne leur existence.

Nous voulons soustraire les besoins essentiels à la marchandisation, étendre les biens communs, développer l'appropriation sociale et démocratiser les entreprises comme les institutions.

Le communisme que nous construisons ensemble n'est ni le retour à un modèle autoritaire du passé, ni la réduction du dépassement du capitalisme à la nationalisation de l'économie : nous le construisons d'en bas, par les travailleur·ses qui prennent la direction de la production, et non pas d'en haut, par un État présumé pratiquer une bonne politique.

C'est la conquête de nouveaux pouvoirs par celles et ceux qui travaillent, qui apprennent, qui créent, qui produisent, qui accompagnent leur prochain et font société, des plus jeunes aux plus âgé·es.

NOUS PARTONS DE CE QUE NOUS AVONS DÉJÀ CONQUIS

La Sécurité sociale, les retraites, le statut de la fonction publique, les services publics et leurs statuts protecteurs des citoyen·nes, les coopératives et les expériences d'autogestion sont autant de démonstrations que la société peut fonctionner selon d'autres principes que ceux du

capitalisme.

Ces conquêtes ne sont pas tombées du ciel. Elles sont le produit des luttes sociales et politiques.

Elles constituent des points d'appui pour aller plus loin.

Nous ne voulons pas seulement défendre ce qui existe. Nous voulons étendre ces conquêtes à de nouveaux domaines, les démocratiser et leur donner une cohérence nouvelle.

TOUTES LES ÉMANCIPATIONS SONT NOTRE COMBAT

L'exploitation capitaliste et les rapports sociaux de domination, comme le colonialisme, le racisme, l'antisémitisme, le patriarcat et d'autres encore, sont structurellement liés.

Ces oppressions divisent celles et ceux qui auraient intérêt à agir ensemble. Elles privent des millions de personnes de droits, de reconnaissance et de pouvoir.

Nous combattons toutes les formes de domination. C'est pourquoi nous voulons conjuguer toutes les luttes sociales, qu'elles soient démocratiques, féministes, contre les LGBTQIA+phobies, écologistes, antisexistes, antiracistes, décoloniales, antifascistes.

Elles participent d'un même combat pour l'émancipation humaine.

FACE AU FASCISME, CONSTRUIRE UNE MAJORITÉ POPULAIRE

Partout, l'extrême droite cherche à transformer les colères sociales en haine de l'autre.

Hier comme aujourd'hui, elle désigne des boucs émissaires : les étranger·ères, les juif·ves, les musulman·es, les personnes racisées, les minorités et les mouvements émancipateurs seraient responsables des crises produites par le capitalisme.

Nous refusons cette impasse.

Le combat antifasciste exige de défendre les libertés, de combattre toutes les discriminations, mais aussi de répondre aux aspirations populaires à l'égalité, à la dignité et à la maîtrise de l'avenir.

Il exige de rassembler les forces de gauche, les syndicats, les associations, les mouvements sociaux et toutes celles et ceux qui veulent empêcher la victoire de l'extrême droite.

Nous voulons contribuer à construire une majorité capable non seulement de battre l'extrême droite, mais aussi de transformer durablement la société.

C'est dans cet esprit que nous participons à la construction d'une campagne communiste pour le vote Jean-Luc Mélenchon en 2027, tout en défendant l'élargissement du rassemblement et une contribution communiste autonome.

Notre ambition dépasse une élection.

Nous voulons contribuer à faire émerger un mouvement populaire autogéré, démocratique, antifasciste et émancipateur, capable de prendre en main son avenir, notamment par la constitution de comités populaires à la base.

III CE POUR QUOI NOUS NOUS BATTONS

Des conquêtes immédiates, et l'horizon qu'elles ouvrent, pour changer toute la société.

A. REPRENDRE POSSESSION DE NOS VIES

1 TRAVAILLER MOINS, VIVRE MIEUX

Passer aux 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire, avec des embauches compensatoires et une réduction supplémentaire pour les métiers pénibles. Augmenter les salaires, garantir la retraite à 60 ans et reconnaître les années d'études dans les droits à la retraite.

Le progrès technique doit servir à réduire le temps de travail contraint, pas à accroître les profits. Le temps libéré doit permettre à chacun·e de se consacrer à ses proches, à la culture, à la vie démocratique et à ses propres aspirations.

2 LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR TOUTE LA VIE

Construire une Sécurité sociale intégrale couvrant progressivement l'ensemble des besoins fondamentaux, dans une logique démocratique, écologique et décoloniale. Rembourser les soins à 100 % par l'Assurance maladie, sans dépassements d'honoraires, développer la prise en charge de l'autonomie et mettre en sécurité sociale la production, entre autres, de l'alimentation, du logement, des mobilités, de l'énergie, de la culture, de l'habillement, des outils numériques.

Dans l'immédiat, financer cette extension de la Sécurité sociale par celle de la cotisation sociale, plutôt que par l'impôt, ce qui suppose notamment de supprimer la CSG, et par une contribution accrue des revenus du capital. Rétablir une gestion démocratique des caisses par les représentant·es des assuré·es. Mettre en place les outils et les instances démocratiques permettant d'assurer la mise en sécurité sociale des productions par l'avance des salaires des travailleur·ses concerné·es.

La Sécurité sociale n'est pas une dépense à réduire : c'est la part des richesses que nous avons conquise pour la gérer ensemble.

3 UN SALAIRE GARANTI, UN TRAVAIL LIBÉRÉ

Faire du salaire un droit politique de tou·tes les résident·es majeur·es : un salaire à vie, attaché à la personne dès 18 ans, qui ne dépend plus du bon vouloir d'un employeur. Lié à une qualification reconnue par des instances démocratiques, il s'échelonne de 1 à 5 et il est versé par une branche salaire de la Sécurité sociale. C'est la fin du RSA, du chômage subi et de la précarité. La perte d'un emploi ne signifie plus la perte de son salaire.

Dans l'immédiat, garantir à toutes et tous des ressources permettant de vivre dignement, y compris pendant les études, les périodes de formation, de chômage ou de transition professionnelle.

Développer les droits attachés à la personne plutôt qu'au contrat de travail et étendre les protections statutaires.

Notre ambition est de libérer le travail de la subordination au capital, en donnant aux travailleur·ses les droits nécessaires pour définir collectivement les critères de qualité de leur travail.

4 SE LOGER EST UN DROIT, PAS UNE RENTE

Augmenter massivement les logements sociaux à gestion collective, en y intégrant une partie du parc privé et en réquisitionnant les logements inoccupés (dont ceux qui sont dédiés aux locations touristiques) et les bureaux inoccupés. Construire là où cela reste nécessaire, sans bétonner de nouvelles terres. Renforcer l'encadrement des loyers, lutter contre la spéculation immobilière et garantir la rénovation thermique des bâtiments sans hausse des charges pour les ménages modestes.

Développer la maîtrise publique et collective du foncier, les organismes fonciers solidaires et les formes coopératives d'habitat.

Mettre en œuvre une Sécurité sociale du logement. Le logement doit être un bien d'usage, pas un placement financier.

5 LA CULTURE, L'ART, L'ÉDUCATION ET LES SAVOIRS POUR TOUTES ET TOUS

Porter progressivement les moyens publics consacrés à la création artistique et à l'éducation populaire à 1 % du PIB. Garantir l'accès aux bibliothèques, aux pratiques artistiques, aux conservatoires et aux lieux de création. Défendre les droits des artistes, des intermittent·es et des travailleur·ses culturels. Mettre en place une Sécurité sociale de la culture.

Reconstruire l'école publique autour de l'émancipation : gratuité réelle, réduction des effectifs, pédagogies actives, accompagnement humain, lutte contre les inégalités scolaires et éducation à la responsabilité citoyenne sur la production. Supprimer Parcoursup et les dispositifs du même ordre, comme Mon Master, au bénéfice d'un libre accès aux études choisies, ce qui suppose une nette augmentation des équipements et du nombre des enseignant·es du supérieur public, tou·tes titulaires de la fonction publique. Interdire les établissements d'enseignement supérieur à but lucratif. Remplacer les logiques de sélection sociale par un véritable droit à la formation et à la reprise d'études tout au long de la vie.

La culture et les savoirs sont des biens communs. Ils doivent pouvoir être produits, transmis et partagés librement.

B. PRENDRE LE POUVOIR SUR L'ÉCONOMIE

6 L'ÉCONOMIE EST À NOUS

Étendre l'appropriation sociale des moyens de production dans les secteurs stratégiques : énergie, transports, finance, santé, infrastructures et grandes industries.

Développer un secteur public démocratisé, les coopératives, les entreprises autogérées et les formes de propriété commune.

La propriété publique ne suffit pas : travailleur·ses, usager·ères et citoyen·nes doivent disposer de pouvoirs exclusifs sur les décisions.

7 DÉCIDER DE CE QUE NOUS PRODUISONS

Reconnaître aux salarié·es, avec les usager·ères, le pouvoir de décider des investissements, de l'organisation du travail, des orientations industrielles et de l'utilisation des bénéfices.

Donner aux représentant·es des travailleur·ses des droits de veto suspensif sur les licenciements collectifs et les délocalisations, ainsi que les moyens de mettre en œuvre des projets alternatifs.

Développer des fonds publics et socialisés permettant la reprise automatique d'entreprises par les salarié·es.

Le pouvoir économique doit cesser d'être le fait des actionnaires.

8 REPRENDRE LE POUVOIR SUR L'ARGENT

Engager une réforme fiscale redistributive : rétablissement et renforcement de l'imposition des grandes fortunes, progressivité accrue de l'impôt sur le revenu, taxation effective des revenus du capital, lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.

Dans l'immédiat, mettre les banques et le crédit au service de l'intérêt général, en développant un pôle public bancaire et des fonds d'investissement sous contrôle démocratique.

L'enjeu n'est pas seulement de mieux répartir les richesses mais de décider collectivement de leur production et de leur utilisation.

9 L'ESSENTIEL N'EST PAS À VENDRE

Faire de l'eau, de l'énergie, des transports, des médicaments, des connaissances, des infrastructures numériques et des services essentiels des biens communs.

Développer les régies publiques, les coopératives et les institutions de gestion collective associant salarié·es, usager·ères et habitant·es.

Dans l'immédiat, garantir des niveaux d'accès essentiels à l'eau, à l'énergie et aux transports, avec une tarification progressive et solidaire.

Ce qui est indispensable à la vie doit être soustrait à la logique du profit.

10 PRODUIRE POUR LES BESOINS, PAS POUR L'ACCUMULATION

Construire démocratiquement une planification écologique et un nouveau partage international des travaux, fondés sur les besoins, l'égalité des droits de tous les humains et une production menée avec les autres vivants. En finir avec l'instrumentation des prétendues « ressources humaines » et des prétendues « ressources naturelles ».

Organiser la sortie des énergies fossiles, réduire les productions destructrices et les consommations matérielles superflues, développer les activités socialement nécessaires.

Confier aux citoyen·nes concerné·es, qu'ils et elles soient producteur·rices ou usager·ères, la décision sur les investissements et les transformations industrielles, en garantissant des droits aux travailleur·ses concerné·es.

Nous ne voulons plus d'une économie lancée dans la course infernale au productivisme et au consumérisme. La croissance capitaliste est une impasse. Elle détruit la planète et l'espèce humaine. Nous choisissons la sobriété, qui n'a rien d'une austérité écologique imposée aux classes populaires. Nous voulons une économie libérée de l'obligation d'accumuler toujours davantage, respectueuse de notre Terre et de ses habitant·es.

C. DÉMOCRATISER TOUTE LA SOCIÉTÉ

11 UNE VI^{e} RÉPUBLIQUE POUR LE POUVOIR POPULAIRE

Convoquer une Assemblée constituante pour rompre avec la monarchie présidentielle.

Dans l'immédiat, instaurer une République parlementaire, sociale et démocratique, supprimer l'élection du président de la République au suffrage universel, développer la proportionnelle intégrale à toutes les élections, les référendums d'initiative citoyenne et les mécanismes de contrôle des élu·es, avec, entre autres, une clause de révocabilité. Permettre le droit de vote pour toutes les élections dès 16 ans. À terme, en finir avec la profession politique et la reconductibilité des mandats.

Étendre la démocratie aux entreprises, aux services publics et aux institutions économiques.

La démocratie doit devenir un pouvoir quotidien, pas un rendez-vous électoral.

12 DES COMMUNES QUI METTENT EN COMMUN

Les communes sont l'épicentre et le creuset de la démocratie. Faire des communes des lieux d'expérimentation de nouvelles formes de démocratie et de propriété collective.

Développer les régies publiques, les coopératives locales, les communs fonciers, les maisons de la culture et les lieux de solidarité. Les intercommunalités doivent être des lieux de coopération entre communes, et non des supra-communalités.

Garantir des moyens financiers aux collectivités : augmenter immédiatement la dotation globale de fonctionnement de 10 % pour toutes les communes et de 20 % pour celles qui comptent des quartiers populaires et pour celles de moins de 1 000 habitant·es. Renforcer les services publics de proximité et donner aux habitant·es des pouvoirs réels sur les choix d'aménagement et les budgets.

Le communalisme doit être une pratique vivante de transformation sociale.

13 LES LIBERTÉS PUBLIQUES SONT NOTRE FORCE

Garantir les libertés syndicales, associatives, politiques et culturelles.

Protéger le droit de grève, de manifestation et de contestation. Combattre les violences policières, les discriminations dans les contrôles et la criminalisation des mouvements sociaux.

Interdire aux milliardaires et aux groupes industriels de posséder des médias, mettre fin à leur concentration et garantir l'indépendance des rédactions, du service public audiovisuel et des médias associatifs.

Sans libertés publiques, il ne peut exister de véritable émancipation.

14 L'ÉGALITÉ N'ATTENDRA PAS

Combattre toutes les formes de domination : exploitation de classe, racisme, antisémitisme, islamophobie, sexisme, LGBTQIA+phobies et validisme. Défendre une laïcité qui garantit la liberté de conscience de chacun·e et qui ne sert plus de prétexte pour stigmatiser les musulman·es.

Garantir l'égalité salariale, les droits reproductifs, les moyens de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'accessibilité universelle et des services publics permettant de partager les tâches domestiques et de soin.

Faire de l'égalité réelle une obligation pour les entreprises et les institutions publiques.

L'émancipation de chacune et chacun est la condition de l'émancipation de toutes et tous.

15 DÉCOLONISER LA RÉPUBLIQUE

Reconnaître les héritages de l'esclavage, de la colonisation et leurs conséquences contemporaines.

Engager des politiques de réparation, de restitution des biens culturels spoliés et de lutte contre les discriminations structurelles.

Garantir aux peuples dits ultramarins le droit de décider de leur avenir institutionnel, économique, écologique et culturel.

Développer l'enseignement des histoires coloniales, soutenir les langues et cultures créoles et reconnaître les droits des populations victimes des pollutions coloniales extractivistes, notamment du chlordécone.

Une République réellement universelle ne peut se construire sur la négation des dominations coloniales.

D. FAIRE SOCIÉTÉ AUTREMENT

16 UNE SOCIÉTÉ DE L'HOSPITALITÉ

Garantir le droit d'asile, l'accueil digne des réfugié·es, des personnes migrantes et la régularisation de toutes les personnes sans papiers. Défendre leur liberté de circulation et d'installation.

Assurer l'accès aux droits sociaux, à l'éducation, au logement et aux soins, indépendamment de la nationalité.

Reconnaître la citoyenneté de résidence et le droit de vote des résident·es étranger·ères aux élections locales et nationales. Combattre les politiques de précarisation administrative.

La solidarité ne s'arrête pas aux frontières.

17 UNE ÉCOLOGIE DU VIVANT ET DES TERRITOIRES

Protéger les sols, les forêts, les rivières, les océans et la biodiversité comme des conditions fondamentales de la vie commune.

Réorienter l'aménagement du territoire vers la sobriété foncière, la restauration écologique et la réduction des vulnérabilités climatiques.

Développer les transports publics, l'agriculture paysanne et les circuits courts.

Organiser la sortie des pesticides dangereux pour la santé humaine et le vivant, en donnant aux agriculteur·rices les moyens de transformer leurs pratiques et de s'affranchir de leur dépendance aux industries agrochimiques.

Dans l'immédiat, faire de la protection du vivant un principe de décision économique, et non une compensation après destruction. Mettre en place les institutions et les pratiques du co-engendrement de la production avec les autres qu'humains : produire avec les abeilles et les rivières, et non plus contre elles.

18 DU TEMPS ET DES LIEUX POUR FAIRE COMMUN

Développer des maisons communes associant culture, services publics, vie associative, éducation populaire et espaces de décision citoyenne.

Reconnaître du temps dédié à la participation démocratique, y compris sur le temps de travail, pour que l'engagement collectif ne soit pas réservé aux personnes disposant de loisirs ou de ressources suffisantes.

Soutenir les associations, les coopératives, les syndicats et les initiatives populaires qui expérimentent de nouvelles formes de solidarité et de démocratie.

La transformation sociale doit aussi changer notre manière de vivre ensemble.

E. UN INTERNATIONALISME DE PAIX ET D'ÉMANCIPATION

19 NI BLOCS, NI EMPIRES : DU CÔTÉ DES PEUPLES

Refuser tous les impérialismes et défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Combattre les guerres de domination, les occupations, la colonisation et les interventions militaires contraires au droit international.

Défendre la souveraineté de l'Ukraine face à l'agression russe et la liberté des peuples confrontés à des régimes autoritaires ou à des interventions étrangères.

Le génocide de Gaza doit cesser et le peuple palestinien doit être libéré de l'apartheid et de la colonisation. Nous sommes totalement solidaires du peuple palestinien. Nous prenons en compte le débat qui le traverse, lui et ses soutiens, sur la solution d'un État binational, sans nous substituer aux Palestinien·nes, seul·es maîtres de leurs décisions.

Ne jamais confondre opposition à l'impérialisme américain et soutien à ses adversaires géopolitiques.

Notre camp est celui des peuples et de leur émancipation.

20 DÉSARMER, COOPÉRER, PARTAGER

Agir pour le désarmement nucléaire et conventionnel, la réduction des tensions militaires et la construction d'un système international de sécurité collective.

Remettre en cause la logique des blocs militaires et porter la perspective d'une dissolution de l'OTAN au profit de mécanismes multilatéraux de sécurité.

Développer les coopérations scientifiques, sanitaires, culturelles et écologiques, lutter contre les rapports économiques néocoloniaux et soutenir l'annulation des dettes illégitimes.

La paix doit devenir une politique de solidarité entre les peuples, et non un équilibre de la terreur.

IV CE MONDE, TRANSFORMONS-LE ENSEMBLE

Nous sommes convaincu·es que le communisme ne peut être décrété d'en haut. Il n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler : nous appelons communisme, avec Marx et Engels, « le mouvement réel qui abolit l'état actuel ».

Il ne naîtra ni de la seule conquête du pouvoir d'État, ni de l'accumulation de petites expériences alternatives isolées les unes des autres.

Il se construit dans les luttes, les conquêtes sociales, les pratiques démocratiques et les transformations des institutions.

Dans les entreprises, quand les travailleur·ses imposent de nouveaux droits et prennent part aux décisions.

Dans les communes, quand les habitant·es créent des services publics, des coopératives et des espaces de démocratie.

Dans les mobilisations féministes, antiracistes et écologistes, quand de nouveaux droits et de nouvelles solidarités sont arrachés.

Dans les lieux de culture, d'éducation et de recherche, quand les savoirs et la création contribuent à transformer les représentations du monde et les imaginaires.

Dans les syndicats et les associations, quand des femmes et des hommes s'organisent pour défendre leurs intérêts communs.

Et dans les batailles politiques et électorales, quand ces aspirations trouvent les moyens de devenir des décisions collectives et des lois.

UNE FORCE COMMUNISTE UTILE AU MOUVEMENT POPULAIRE ET À TOUTE LA GAUCHE

Alternative Communiste veut contribuer à la rencontre de toutes celles et ceux qui agissent déjà pour dépasser le capitalisme.

Nous ne voulons pas substituer une organisation aux mouvements sociaux, ni réduire le communisme à la défense d'un appareil politique. Le rôle premier, décisif, revient au mouvement populaire. Le rôle d'une organisation révolutionnaire est d'en soutenir le développement et l'autogestion, pas d'en capter le soutien pour elle-même. Le Manifeste le disait déjà : « Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. [...] Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »

Nous voulons contribuer à reconstruire un intellectuel collectif communiste, capable de faire dialoguer les luttes, les expériences de terrain, les travaux scientifiques, les pratiques artistiques et les propositions politiques.

Nous voulons porter dans le rassemblement de la gauche, pour qu'il soit celui de la rupture, une contribution communiste identifiable : la mise en commun des richesses produites, la démocratisation de l'économie, la Sécurité sociale intégrale, l'émancipation culturelle, l'écologie et l'égalité réelle.

FAIRE GAGNER LA GAUCHE, FAIRE AVANCER LE COMMUNISME

Face au danger de l'extrême droite, nous refusons la division et la résignation.

Nous voulons construire le rassemblement populaire le plus large possible autour d'une perspective de rupture avec les politiques néolibérales.

C'est le sens de notre engagement dans la campagne de 2027, en faveur du vote Jean-Luc Mélenchon et de la construction d'une majorité de gauche capable de gouverner et de transformer le pays. Faire gagner la gauche, pour nous, c'est faire gagner les intérêts populaires face aux milliardaires. Notre engagement dans ce rassemblement ne nous conduit ni à renoncer à nos propositions propres, ni à taire nos désaccords.

Mais une victoire électorale ne suffira pas.

Sans mobilisation populaire, sans organisation des travailleur·ses, sans intervention citoyenne et sans nouveaux pouvoirs démocratiques, les transformations resteront fragiles.

Nous voulons donc faire vivre, partout, une campagne qui ne se contente pas de demander des voix, mais qui contribue à faire émerger des acteur·rices de la transformation sociale.

Le mouvement d'émancipation est déjà à l'œuvre dans notre société. Nous pouvons aller beaucoup plus loin, jusqu'à l'émancipation du genre humain.

TOUT METTRE EN COMMUN.

TOUT DÉMOCRATISER.

communistes2027.fr

ALTERNATIVE COMMUNISTE

Texte adopté par l'AG d'AC et de l'appel C27 du 20 novembre 2026, version du 25 novembre · le projet de société qu'Alternative Communiste propose de travailler avec les signataires de Communistes 2027 et le mouvement social